****

**Compte rendu de la conférence**

**« Divorce à l’italienne ? Perspectives européennes à l’issue des élections générales italiennes »**

**ERAGE, Strasbourg**

**Lundi 11 juin 2018**



La conférence du 11 juin 2018, organisée par la MESA en partenariat avec l’Institut culturel italien de Strasbourg et la librairie Quai des Brumes, avait pour objet d’appréhender l’impact des élections générales italiennes du 4 mars 2018. Elle interrogeait également la place de l’Italie au sein de l’Union européenne à l’issue de ce scrutin. Sabrina Gasparrini, Secrétaire générale à la Fédération italienne des Droits de l’Homme et M. Alberto Toscano, journaliste et écrivain, étaient présents pour développer leurs points de vue sur ces questions et pour débattre avec le public.

Pour introduire le débat, la Présidente de la MESA, Natacha Ficarelli, a rappelé les résultats des élections : à savoir l’obtention de 37% des suffrages par l’alliance du parti d’extrême droite *la Lega* et le parti de Silvio Berlusconi, tandis que le parti anti-système, le *Mouvement 5 étoiles* (M5S), avait recueilli pour sa part 33% des votes. Ces résultats ont un impact tout particulier en Europe puisqu’ils interviennent dans un Etat fondateur de l’UE. La conférence s’est poursuivie par la diffusion d’un message vidéo transmis par l’ancienne ministre italienne en charge de l’intégration et aujourd’hui députée européenne, Cécile Kashetu Kyenge, dans lequel elle a souligné le « mariage contre-nature » que constitue la coalition entre ces deux partis antagonistes. Elle a cependant salué l’action du Président de la République, Sergio Mattarella, qui avait négocié avec les deux partis quant à la place de l’Italie au sein de l’UE.

Les facteurs pouvant expliquer de tels votes ont ensuite été abordés avec gravité par les deux intervenants. Sabrina Gasparrini a distingué deux éléments : d’une part, la désaffection des Italiens pour l’UE suite à la crise économique et financière de 2008 et, d’autre part, la crise des partis politiques italiens d’où procèdent des clivages de plus en plus importants entre partis politiques et citoyens. Alberto Toscano a tout d’abord qualifié ces résultats électoraux d’«élections de dégagisme » ; une expression traduisant le besoin de changement ressenti par le peuple italien par la « mise à la porte » de la classe politique jusqu’alors au pouvoir. Alberto Toscano s’est également accordé à dire que la crise économique a joué un rôle important dans l’issue du scrutin, ainsi que le besoin des Italiens d’une vie publique « plus propre ». Il a aussi présenté la crise migratoire comme un facteur clef longuement débattu au cours de la conférence.

Ainsi, dans un contexte de forte tension provoquée par le refus du nouveau ministre de l’Intérieur Matteo Salvini d’accueillir un bateau humanitaire (l’Aquarius) transportant plus de 600 migrants dans un port italien le 10 juin 2018, Sabrina Gasparrini et Alberto Toscano ont discuté du rôle joué par les autres Etats membres et par l’UE dans l’accueil des migrants sur le territoire européen. Sabrina Gasparrini a reconnu le « sentiment d’abandon » ressenti par l’Italie à l’encontre de l’UE en ce qui concerne la prise en en charge des flux migratoires. Pour Alberto Toscano, la responsabilité de l’accueil des migrants devait être partagée de manière plus équitable entre les Etats européens. Par conséquent, les Etats membres devraient faire preuve de plus de solidarité les uns envers les autres plutôt que de désigner l’Italie comme un mauvais élève. Il a également souligné que *la* *Lega* avait abandonné ses arguments sécessionnistes pour adopter un discours anti-migrant, qui a constitué un « réservoir de démagogie » et a su séduire une part importante des électeurs italiens. Sabrina Gasparrini a insisté sur la nécessité pour les dirigeants italiens de respecter les lois et les conventions internationales auxquelles l’Italie a librement adhéré, telles que la Convention européenne des Droits de l’Homme qui condamne les cas de non-assistance à personne en danger.

Les sujets du [Contrat de gouvernement](http://download.repubblica.it/pdf/2018/politica/contratto_governo.pdf) sur lequel se sont mis d’accord les deux partis leaders, de la place de l’UE et de celle de l’euro dans la future action gouvernementale ont ensuite été abordés. Sabrina Gasparrini s’est réjouie du maintien de l’Italie dans la zone euro et au sein de l’espace Schengen. Mais elle a vu dans ce Contrat de gouvernement un projet destructeur des institutions italiennes puisque le système en question reposerait principalement sur le pouvoir des partis ; ce qui entre en contradiction avec les discours de *la* *Lega* et du M5S qui affirment rendre la souveraineté au peuple. Alberto Toscano a déploré quant à lui l’impact néfaste qu’aurait le retour à la lire sur la dette italienne, dont l’envolée a été stabilisée grâce à l’adoption de la monnaie unique.

Enfin, face à l’approche des élections européennes du mois de mai 2019, Alberto Toscano a affirmé que les dirigeants politiques europhiles se doivent d’adopter un langage de vérité pour parler au peuple. Mais il convient de veiller à ce qu’il ne soit ni froid ni arrogant, afin d’associer les citoyens européens à la construction européenne et prévenir une montée des suffrages souverainistes. Il a également encouragé ces mêmes dirigeants à reconnaître leurs erreurs et à adapter leurs propositions aux besoins des peuples européens pour que des résultats positifs soient possibles dans les divers dossiers dont l’UE a la charge.